

Mis à part toute question de principe et de moralité, ce qu'il y a d'ennuyeux avec cette méthode, monsieur, c'est qu'elle ne fonctionne pas. Après s'être jetés tête baissée dans les contrôles, nos dirigeants n'ont rien fait ensuite pour tirer parti de cette période de contrôle, de manière constructive. En face du défi dramatique que pose l'unité de notre pays, ils n'ont pas donné une seule réponse positive, et tout ce qu'ils ont su faire, c'est créer deux, trois organismes de plus au Conseil privé.

De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes disposés à exercer les pouvoirs qui est celui du gouvernement, quand nous croyons qu'il faut le faire, comme le montrent nos propositions qui portent sur la période de décontrôle. Mais nous ne prônons ce genre de solution que si nous estimons essentiel de le faire et seulement parce que le gouvernement est l'unique rouage collectif dont nous disposons, et non pas parce que nous croyons être plus malins que les autres et que nous pensons être autorisés à régenter la vie des Canadiens.

• (1640)

Il existe de nombreuses lacunes dans notre économie et dans notre société. Il est certes temps de nous demander si ce remède qu'est l'intervention constante du gouvernement n'est pas une maladie plus grave que les maux qu'il prétend guérir.

Monsieur l'Orateur, le problème le plus troublant que nous ayons actuellement, c'est le manque de confiance en soi. Pourtant, nous vivons dans un pays qui est plus fondé à avoir confiance en lui que n'importe quel pays au monde. Mais comment voulez-vous que les Canadiens croient en eux quand chaque geste de leur gouvernement national engendre le doute, les conflits et la méfiance? Comment voulez-vous que les Canadiens croient en eux quand leur gouvernement national ne leur fait pas confiance?

La suppression du programme de contrôle des prix et des salaires ne résoudra peut-être pas le problème, mais ce peut être un début. Ce serait au moins un témoignage de confiance à l'égard des Canadiens. J'ai moi-même foi au Canada et j'invite tous les députés à lui faire confiance en appuyant cette motion.

[Français]

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, dans la conjoncture actuelle avec les systèmes entretenus et cultivés par les vieux partis afin de tenter de contrôler l'inflation, la situation est comparable à celui qui ferait l'élevage du putois et qui tenterait d'en contrôler la senteur. En effet, au départ, l'odeur du putois est très désagréable mais, après un certain temps, le nez s'y habitue au point de ne plus rien sentir. Il en va de même de l'inflation. Les premières morsures nous agacent profondément et, après un certain temps, on n'en parle presque plus, mais l'odeur persiste quand même.

Monsieur le président, en effet, pendant que les prix et les profits des banques et des multinationales montent en ascenseur, le taux des salaires et des profits des petites et moyennes industries montent par l'escalier. L'inflation est, à mon avis, une «patente» imaginaire, pensée par le gouvernement et les supposés économistes afin d'ignorer les réalités et entretenir l'illusion que tout va bien, qu'il n'y a rien à faire, qu'il s'agit d'un mal nécessaire et que tout ce qu'il y a à faire c'est d'entretenir les odeurs et de laisser vieillir le putois. Mais pendant que le sérum de l'inflation fait son œuvre et engourdit le gouvernement, il y a au pays plus de 503,000 étudiants et jeunes travailleurs qui seront sans travail durant la prochaine

Anti-inflation—Loi

saison. La classe ouvrière est aux prises avec une grande quantité de problèmes insolubles. Les cultivateurs sont sur le point de tout abandonner pendant que les économies des personnes du troisième âge sont rongées de jour en jour.

La Commission anti-inflation a tout simplement permis que les petits soient soumis à des contrôles pendant que les banques et les multinationales poursuivaient leur chemin sur une route pavée d'or.

Comme je l'ai dit plus tôt, les premiers touchés par ce cancer sont les petits, les non-syndiqués et même les syndiqués. Les autres victimes sont les détenteurs d'obligations et les petits épargnans non indexés. Les pensionnés de compagnies privées et tous les autres à qui on remet de l'argent ont perdu la moitié de la valeur initiale de cet argent. Pendant que l'inflation ronge les petits, les multinationales et les banques, les plus fortunés investissent leurs avoirs dans des biens immobiliers et, finalement, on en arrive à la situation que l'on connaît actuellement, soit la faillite de la petite et de la moyenne entreprise et le gonflement des grosses fortunes.

En effet, les banques à charte, dont les actifs ont augmenté de 16 milliards de dollars en 1975-1976, sont actuellement en train d'afficher un actif de l'ordre de 25 milliards de dollars, et cela lorsqu'on se base sur les actifs accumulés durant les cinq premiers mois de l'année, soit 12 milliards de dollars. Le pire, c'est que les individus responsables de cet état de choses sont tous camouflés dans plusieurs cachettes. Ainsi les syndicats sont blâmés pour l'inflation. Lorsque les travailleurs ne sont pas blâmés, les industries le sont. Lorsque les individus ne sont pas blâmés, ce sont les consommateurs qui le sont. Tout le monde y passe. Il n'est pas question ici de tenter d'absoudre complètement ces groupes. Toutefois, ces actions sont en grande partie des conséquences et elles sont enfin des réactions de défense plutôt que des causes initiales. Cela ressemble à la personne qui se fait subitement pousser au sommet d'une falaise et au passage elle attrape une corde qui entraîne une autre personne. Si la première n'avait pas reçu une poussée, l'autre n'aurait certainement pas été entraînée.

L'inflation constitue, comme on a pu le constater, le problème majeur au Canada aujourd'hui. Il serait même juste de dire que les autres problèmes disparaîtraient en grande partie si on pouvait éliminer l'inflation. Oui, car l'inflation n'est qu'un vol des épargnes et des revenus des Canadiens. Voilà pourquoi nous sommes découragés de remarquer que le discours du trône et les déclarations subséquentes du gouvernement n'ont fait aucune allusion à la seule mesure qui a vraiment réussi parmi toutes les mesures soi-disant anti-inflationnistes adoptées jusqu'à maintenant par le gouvernement, c'est-à-dire la subvention qui annule directement les coûts de la production. Les subventions aux producteurs de lait sont le meilleur exemple. Les consommateurs canadiens ont bénéficié de prix moins élevés à cause de ce programme et nous en déplorons la fin. Bien sûr, on peut encore améliorer le mode de versement de ces subventions. Une des rares choses utiles que M^e Plumptre, présidente de la Commission de surveillance du prix des produits alimentaires, a dite est la suivante: ce programme risque de devenir une escroquerie à l'avantage des producteurs. Nous sommes d'accord. Ces subventions doivent être un instrument qui améliore la capacité des consommateurs d'exposer leurs besoins aux producteurs et aux marchands. Pour cette raison, les subventions doivent arriver au